

Anderson, J.E. *The Relative Inefficiency of Quotas*. Cambridge (MA) The MIT Press, 1988, 239 p.

Nicolas Schmitt

Volume 21, numéro 1, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702633ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702633ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Schmitt, N. (1990). Compte rendu de [Anderson, J.E. *The Relative Inefficiency of Quotas*. Cambridge (MA) The MIT Press, 1988, 239 p.] *Études internationales*, 21(1), 181–183. <https://doi.org/10.7202/702633ar>

tes occidentaux a encouragé l'URSS à envahir l'Afghanistan (p. 73).

Les mesures « pacifistes » de P. E. Trudeau, par exemple sa croisade de paix de 1983, couronnée par la création de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, donnent lieu à de vertes critiques. Le Groupe consultatif sur les questions de contrôle des armements et le désarmement du ministère des Affaires extérieures n'est pas plus épargné, sans pourtant qu'on signale son rôle de récupération des acteurs engagés dans le mouvement pour la paix.

D'après sa bibliographie et son analyse, l'auteur semble ignorer qu'il existe une approche sociologique bien développée pour l'analyse des mouvements sociaux post-industriels. Il est également évident que l'auteur n'a pas consulté la littérature de langue française sur le sujet. Voilà un livre qui contribue peu à la connaissance de la participation du mouvement pour la paix dans la démocratisation de la prise de décisions en matière de politique extérieure et de défense nationale au Canada. C'est dommage, car une étude solide sur le poids des influences extérieures que subit l'ordre du jour des mouvements pour la paix canadien-anglais et québécois serait certes la bienvenue dans ce domaine.

Annie BOURRET

*Groupe de Recherche sur la Paix
Université Laval*

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

ANDERSON, J.E. *The Relative Inefficiency of Quotas*. Cambridge (MA), The MIT Press, 1988, 239p.

Beaucoup croient que les tarifs et les quotas ont des effets économiques équiva-

lents. Les spécialistes savent qu'il n'en est rien mais beaucoup d'entre eux pensent que les différences sont mineures et qu'elles peuvent être ignorées.

Ce livre montre qu'en général un tarif est plus efficace qu'un quota et que les coûts économiques additionnels liés à l'imposition d'un quota au lieu d'un tarif peuvent être empiriquement importants.

L'analyse se divise en deux parties. Anderson démontre d'abord qu'en présence de concurrence imparfaite, de produits différenciés ou d'incertitude, le protectionnisme par les tarifs est plus efficace que par les quotas (chapitres 2 à 5). Dans la seconde partie du livre (chapitres 6 à 9), Anderson analyse l'efficacité des tarifs et des quotas pour atteindre certains objectifs fréquemment cités pour justifier les barrières à l'échange. Il conclut à nouveau qu'un tarif est généralement supérieur à un quota.

Il est indéniable que la recrudescence de la protection durant les 15 dernières années s'est surtout manifestée par des restrictions quantitatives (quotas à l'importation, restrictions volontaires des exportations). Plusieurs raisons expliquent cette popularité. Les restrictions imposées par le GATT ont bien sûr été déterminantes, mais si la protection répond à des forces d'offre et de demande, alors les quotas ont également certaines caractéristiques que les tarifs ne possèdent pas. D'abord les quotas ont un impact indirect et caché sur les prix; ils ne provoquent donc pas les groupes de consommateurs. Ils permettent aux politiciens d'identifier facilement les bénéficiaires, et par conséquent de « monnayer » les rentes qu'ils génèrent. Ils donnent également plus de prérogatives aux bureaucrates que l'imposition de tarifs. Ces quelques raisons, parmi d'autres mentionnées par Anderson (chap. 1), aident à mieux comprendre pourquoi les quotas sont fréquemment utilisés.

Il est évident qu'un outil de politique économique ne doit pas satisfaire seulement des avantages politiques. Il doit aussi répondre à des critères d'efficacité économique, c'est-à-dire qu'il permette d'atteindre un objectif donné à un coût minimum. L'analyse économique élémentaire montre que l'effet d'un quota est équivalent à celui d'un tarif en concurrence parfaite. Il y a deux raisons à cela : premièrement, la concurrence entre producteurs domestiques est suffisamment forte pour que ceux-ci continuent de considérer les prix comme donnés avec un tarif comme avec un quota. Deuxièmement, les biens étant homogènes, et donc parfaitement substitués, les deux méthodes traitent de manière équivalente les importateurs. L'ambiguïté des effets des quotas et des tarifs provient de ce cas d'école.

Le mérite de ce livre est de démontrer que, dès que l'on quitte le monde idéal de la concurrence parfaite ou des biens homogènes, ces conclusions ne tiennent plus. Alors qu'en concurrence imparfaite un tarif exige des producteurs domestiques qu'ils prennent en compte le prix des importations, un quota, en isolant le marché domestique de la concurrence étrangère, peut donner aux producteurs domestiques un pouvoir monopolistique qu'ils n'avaient pas. Un tarif devient alors supérieur à un quota en présence de concurrence imparfaite.

Dans le cas de biens différenciés, les biens sont par définition des substitués imparfaits. Un quota, distribué de manière arbitraire sur plusieurs biens appartenant à une même ligne de produits, va alors nécessairement provoquer des rentes de rareté inégales parmi ces biens. Il n'y a en effet aucune raison de penser que la distribution des quotas est exactement proportionnelle aux demandes pour ces biens. Un tarif n'a pas ce problème puisqu'il agit sur les prix. Ainsi, à moins que les quotas

soient distribués de manière concurrentielle (mise aux enchères), les tarifs sont également des outils plus efficaces que les quotas en présence de biens différenciés.

Le même raisonnement tient en cas d'incertitude, puisqu'un bien aujourd'hui peut être considéré comme étant différent du même bien demain s'il existe une probabilité positive que l'état de la nature de demain soit différent de celui d'aujourd'hui.

Anderson applique le même type d'analyse à un grand nombre d'objectifs économiques souvent cités pour justifier l'utilisation de quotas, qu'ils soient liés à l'emploi, la protection agricole, les contraintes budgétaires gouvernementales et aux variations du revenu des agriculteurs. Dans l'ensemble, la supériorité des tarifs demeure.

Le degré d'efficacité des quotas est important à évaluer. Bien que ce livre soit principalement théorique, Anderson estime que dans le cas des fromages aux États-Unis (chap. 3), les pertes en bien-être des quotas par rapport aux tarifs sont de l'ordre de 15 % des dépenses sur les fromages importés. L'hétérogénéité des fromages explique l'importance de cette perte. Le cas du textile (chap. 6) est différent puisque les quotas ont pour but principal de protéger l'emploi dans ce secteur. Anderson estime que pour atteindre 10 % d'accroissement de l'emploi, le coût de la protection est 30 % plus élevé avec un quota qu'avec un tarif.

Il est indéniable que le message principal de ce livre est important puisqu'il démontre que, dans la plupart des cas, la popularité récente des quotas apporte des pertes en bien-être qui pourraient être facilement évitées en les remplaçant par des barrières tarifaires. Malheureusement, à l'exception du chapitre 1, qui est une synthèse des arguments principaux, ce livre

ne peut intéresser que le spécialiste en économie internationale. Les arguments sont très théoriques et l'exposé, technique. Même le chapitre consacré à l'estimation du degré d'inefficacité des quotas américains sur les fromages, et celui consacré à l'industrie textile, ne sont pas facilement abordables par des non-spécialistes. Il est dommage que le langage adopté soit si technique; il gagnerait en persuasion s'il s'adressait à un plus large public, d'autant plus que les spécialistes en économie internationale peuvent trouver la plupart des chapitres formant ce livre sous forme d'articles déjà publiés dans des revues spécialisées.

Nicolas SCHMITT

*Department of Economics
University of Western Ontario
London, Canada.*

DEHEM, Roger. *Les économies capitalistes et socialistes. Leçons d'histoire*, Québec, Les Presses de l'Université Laval - Dunod, 1988, 209p.

Roger Dehem, professeur à l'Université Laval, bien connu par ses travaux en analyse économique, économie internationale et systèmes économiques comparés, présente ici un essai de « radioscopie des structures organiques de l'économie ». La radioscopie perce l'enveloppe extérieure des corps organiques et permet de dégager leurs pathologies. C'est ce que fait l'auteur, dans une perspective historique et théorique, pour des variantes de systèmes « parfois étranges ou aberrants » (p. VIII), dans un petit livre destiné à la fois aux étudiants et aux « initiés ». À l'heure où les changements observés en Europe de l'Est, en URSS, en Chine, semblent modifier les frontières des systèmes économiques, cet essai semble à première vue particulièrement bien venu.

L'ouvrage est partagé en deux parties inégales, les économies capitalistes en occupant moins de la moitié. On pourrait être surpris de cette terminologie à laquelle les auteurs non marxistes préfèrent habituellement celle d'« économie de marché » mais R. Dehem, après avoir rappelé les définitions de Marx, en souligne immédiatement le caractère « caricatural ». Vision de Marx, vision des grands libéraux du XVIII^{ème} siècle dont les grands héritiers sont Walras, Pareto et Schumpeter: voilà campé le contexte théorique d'un affrontement entre perspectives pessimistes ou optimistes de l'avenir du capitalisme. En cette fin de siècle où la théorie néo-classique est sortie massivement victorieuse des contestations et attaques dont elle a été l'objet entre les deux guerres et après la guerre, le schématisme de l'auteur peut sans doute se justifier.

Viennent ensuite des essais d'économie politique institutionnelle sur les différents modèles de capitalismes. En soi le propos est tout à fait pertinent. Quand on étudie les pays socialistes la tendance est à une extrême différenciation: on s'occupera des variantes soviétique, chinoise, hongroise, est-allemande. À l'inverse, on présente généralement aux étudiants une image abstraite uniformisée de l'économie de marché, supposée fonctionner à l'identique en Amérique, Europe, Japon, etc. R. Dehem commence par l'Amérique, référence du libéralisme. Les États-Unis ont construit la démocratie économique sur une terre vierge et c'est ce qui a fait leur force; ils ont commis l'erreur de se laisser séduire par une « confiance naïve dans la toute-puissance bénéfique » de l'État providence sous Roosevelt et ses successeurs d'après-guerre, mais la venue au pouvoir de Reagan renouant avec le libéralisme traditionnel a rendu aux États-Unis sa place de phare de la liberté. Par comparaison, dans la vision de l'auteur, les économies capitalistes européennes ont connu des histoires